

## Table des matières

01	Ministérielle: une cinquantenaire pleine de projets! « <i>Better Policies for Better Lives</i> »	2
02	Initiative OCDE pour vivre mieux « <i>Create Your Better Life Index</i> »	3
03	Comment mesurer la croissance verte? « <i>Vers une croissance verte: suivre les progrès - les indicateurs de l'OCDE</i> »	4
04	Le bien-être des familles « <i>Doing Better for Families</i> »	5
05	Des seniors qui coûtent cher « <i>Besoin d'aide? La prestation de services et le financement de la dépendance</i> »	6
06	L'Afrique et ses partenaires émergents « <i>Perspectives économiques en Afrique 2011</i> »	7
07	Agriculture: des prix élevés « <i>Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2011-2020</i> »	8
08	Communications: du luxe à l'ubiquité « <i>OECD Communications Outlook 2011</i> »	9
09	Autres publications	10
10	Calendrier OCDE	10

## 01. Ministérielle: une cinquantenaire pleine de projets! «Better Policies for Better Lives»

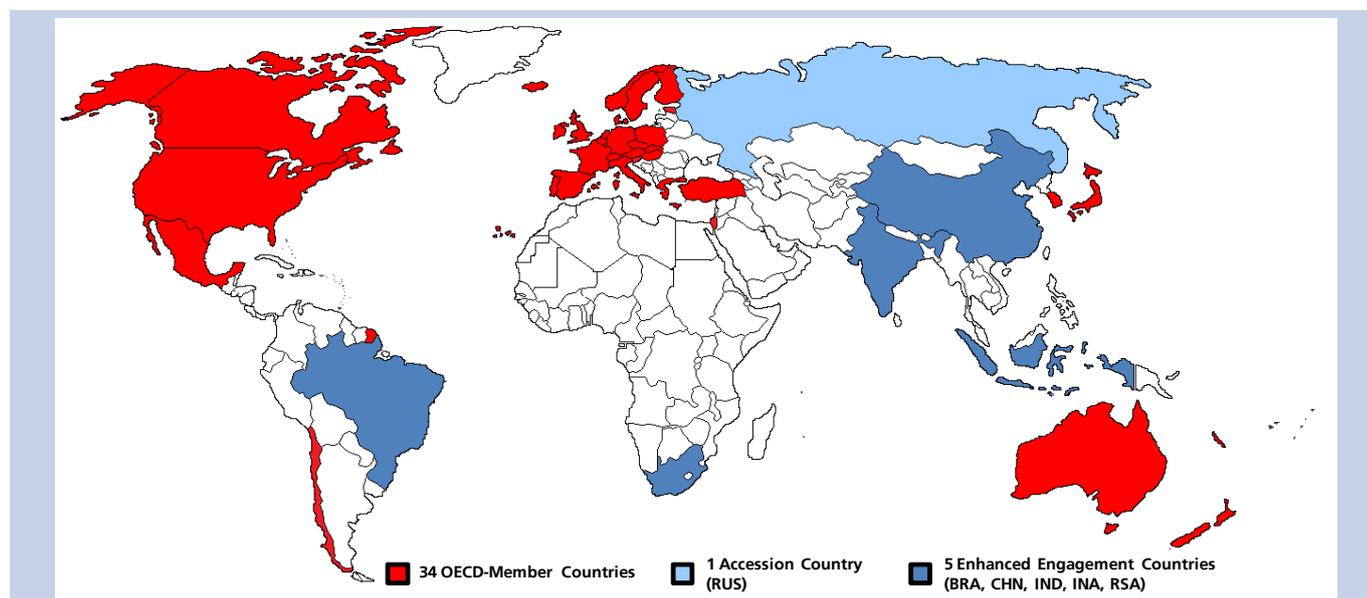
Cette année la réunion annuelle de l'OCDE au niveau des ministres a été marquée par la **célébration du cinquantième anniversaire de l'Organisation**. Présidée par la Secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton, cette commémoration a rencontré un très large succès. Elle a permis à de nombreux chefs d'Etat et ministres de donner leur avis et de faire des propositions dans le cadre de débats qui faisaient plus penser à Davos qu'aux habituelles réunions ministérielles. Outre les discours des premiers ministres Fillon (France) et Kan (Japon) et du président de la Commission européenne Barroso, de nombreux panels de discussions ont permis d'esquisser les réponses des Etats membres de l'OCDE aux défis actuels et de commenter les chantiers ouverts par l'OCDE (réponse à la crise des finances publiques, croissance verte, stratégie pour de meilleures qualifications, égalité des genres). La Suisse était représentée par le Conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann.

Cette célébration a aussi été l'occasion d'associer les principaux pays émergents de l'engagement renforcé (Brésil, Inde, Chine, Afrique du Sud, Indonésie), tous présents. Le Secrétaire général Gurría a également pu annoncer que la Fédération de Russie était prête à rejoindre le Groupe de travail contre la corruption d'agents publics étrangers, ce qui lui permettra dans un futur proche d'adhérer à la convention de l'OCDE en la matière, une condition préalable à l'adhésion à l'OCDE.

La présidence américaine n'a pas fait que rappeler l'histoire de l'OCDE mais a cherché aussi à concrétiser le slogan du cinquantième «Des politiques meilleures pour une vie meilleure» en développant une «Vision d'avenir» qui, parallèlement à la poursuite des activités actuelles pour établir des politiques plus efficaces dans de nombreux domaines, repose sur deux piliers. Le premier de ces piliers est un nouveau paradigme du développement, qui prône une approche plus large de l'aide et des politiques de développement, à l'heure où certains pays émergents sont devenus des acteurs de l'aide tout en continuant à bénéficier du statut de pays en développement dans l'arène internationale. Le deuxième pilier est la constitution d'un réseau mondial pour l'action publique qui, à côté des 34 pays membres actuels, envisage non seulement la collaboration avec les cinq pays de l'engagement renforcé mais aussi le développement de nouveaux partenariats, notamment au niveau régional. Cette «vision» précise ainsi: «Engagée vers l'avenir, l'OCDE s'affirmera comme un réseau alliant rigueur et flexibilité, répondant à des normes élevées et axé sur l'obtention de résultats, avec pour objectif de proposer aux gouvernements, partout dans le monde, des choix stratégiques efficaces et novateurs».

> Table des matières

### OECD Outreach



## 02. Initiative OCDE pour vivre mieux «Create Your Better Life Index»

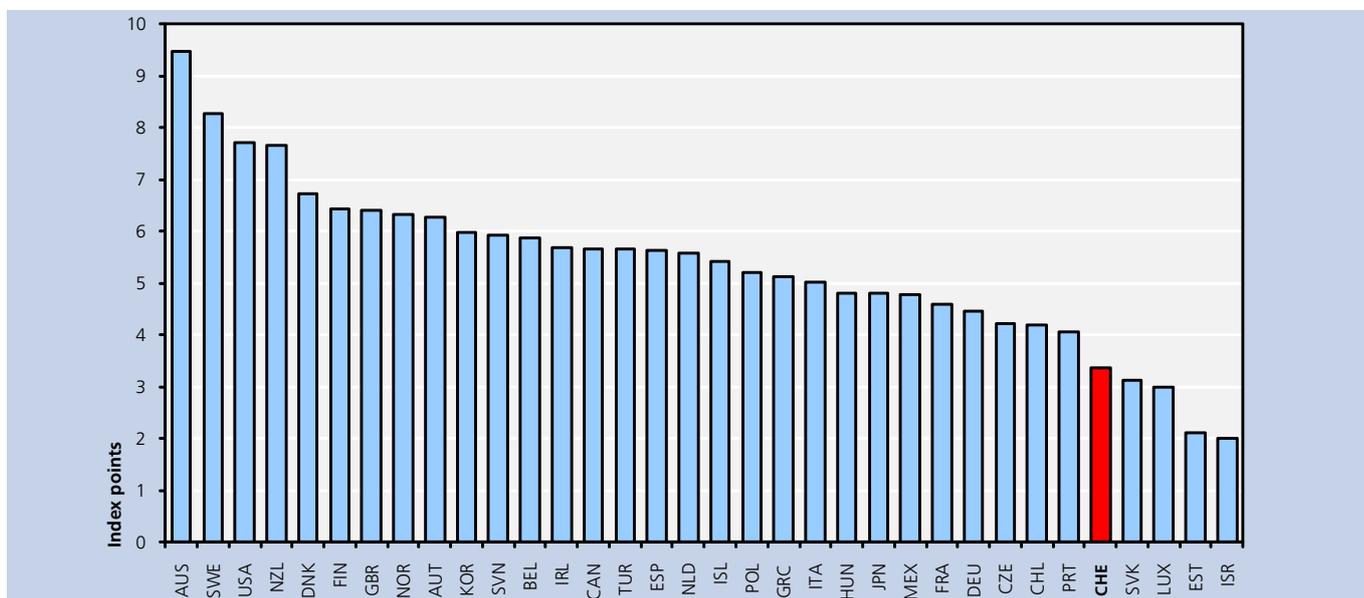
L'argent est important mais il n'est pas tout. L'OCDE vient de publier «*Votre indice Vivre mieux*» qui permet de comparer la qualité de vie et la performance économique de ses 34 pays membres. L'indice mesure chaque pays dans 11 domaines, entre autres le revenu, la santé, la formation, l'environnement, la gouvernance, le bien-être subjectif, la conciliation travail – vie privée et la communauté. Comme chacun a ses priorités, l'indice permet de pondérer les domaines en fonction de ses propres préférences.

Si l'on accorde un poids identique à tous les domaines, la Suisse se retrouve à la huitième place. L'Australie est en tête suivie du Canada, de la Suède, de la Nouvelle-Zélande, de la Norvège, du Danemark et des Etats-Unis. Si l'on prend les domaines séparément, la Suisse est parmi les meilleurs pour la santé, le revenu et l'emploi, mais est derrière pour l'environnement et à la gouvernance.

Le mauvais résultat pour la gouvernance surprend (voir graphique) puisque la Suisse se retrouve à la 30ème place. Une analyse plus poussée montre que l'OCDE s'appuie pour son évaluation de la gouvernance sur deux indicateurs: la transparence du processus législatif et la participation aux élections. Avec un taux de participation de 48%, la Suisse atterrit à la dernière place de la zone OCDE. L'OCDE ne tient donc pas compte du fait que la participation dans un pays avec une démocratie directe, où les élections sont fréquentes, a une toute autre force d'expression qu'un pays qui élit un nouveau gouvernement tous les quatre ans. Cet exemple explicite un peu les défis auxquels on est confronté lorsqu'on veut mesurer quantitativement la qualité de vie.

> Table des matières

### Your Better Life Index: Governance



### 03. Comment mesurer la croissance verte ?

#### «Vers une croissance verte: suivre les progrès: les indicateurs de l'OCDE»

La réunion du Conseil au niveau des ministres de mai dernier a adopté, entre autres, la stratégie de l'OCDE pour une croissance verte «Vers une croissance verte: suivre les progrès: Les indicateurs de l'OCDE». Une politique de croissance verte consiste à favoriser la croissance économique et le développement tout en veillant à ce que les actifs naturels continuent de fournir les ressources et les services environnementaux sur lesquels repose notre bien-être. Pour ce faire, elle doit catalyser l'investissement et l'innovation qui étayeront une croissance durable et créeront de nouvelles opportunités économiques. La croissance verte n'est pas censée se substituer au développement durable, mais doit être considérée comme un volet de celui-ci. L'effort est centré sur la création des conditions nécessaires à l'innovation, à l'investissement et à la concurrence qui peuvent créer de nouvelles sources de croissance économique – sans nuire à la résilience des écosystèmes.

Une des grandes questions soulevées par cette stratégie est sa mise en œuvre et, surtout, l'évaluation de sa réussite. Le suivi des progrès sur la voie d'une croissance verte devrait s'appuyer sur des groupes d'indicateurs (cf. tableau) permettant de décrire et de suivre: (i) la productivité de l'utilisation des actifs environnementaux et des ressources naturelles, (ii) le stock d'actifs naturels, (iii) les dimensions environnementales de la qualité de vie, (iv) les mesures prises par les pouvoirs publics et les opportunités économiques. Pour chacun de ces groupes, une liste d'indicateurs est proposée (environ trente-cinq, voir l'annexe de la publication). Ces listes ne sont pas définitives et feront l'objet d'un travail de mise au point à mesure de l'obtention de nouvelles données et de l'évolution des concepts.

#### Indicator groups and topics covered

1 The environmental and resource productivity of the economy	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Carbon and energy productivity</li> <li>• Resource productivity: materials, nutrients, water</li> <li>• Multi-factor productivity</li> </ul>
2 The natural asset base	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renewable stocks: water forest, fish resources</li> <li>• Non-renewable stocks: mineral resources</li> <li>• Biodiversity and ecosystems</li> </ul>
3 The environmental dimension of quality of life	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Environmental health and risks</li> <li>• Environmental services and amenities</li> </ul>
4 Economic opportunities and policy responses	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Technology and innovation</li> <li>• Environmental goods &amp; services</li> <li>• International financial flows</li> <li>• Prices and transfers</li> <li>• Skills and training</li> <li>• Regulations and management approaches</li> </ul>
5 Socio-economic context and characteristics of growth	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Economic growth and structure</li> <li>• Productivity and trade</li> <li>• Labour markets, education and income</li> <li>• Socio-demographic patterns</li> </ul>

Les indicateurs qui mesurent «l'économie verte» doivent être interprétés avec prudence. Si l'on en juge par la taille des secteurs qui prennent part à la production de biens et services environnementaux, «l'économie verte» a aujourd'hui un poids relativement modeste. Toutefois, des opportunités économiques, des créations d'entreprises et des innovations en rapport avec la croissance verte peuvent survenir dans tous les secteurs, de sorte qu'une évaluation limitée aux secteurs verts stricto sensu sous-estime l'importance économique des activités liées à l'environnement.

> Table des matières

## 04. Le bien-être des familles «Doing Better for Families»

De par son rôle économique central, la cellule familiale constitue une pierre angulaire de la société. Elle garantit une forme de solidarité entre les individus, contribuant à la redistribution des ressources entre les individus, les ménages et les générations. Les effets de la crise économique soumettent néanmoins toujours davantage les familles à des contraintes qui ne peuvent être satisfaites que par des politiques familiales efficaces et une aide publique ciblée.

Or, les gouvernements ont à faire face à des tendances nouvelles, dont les implications en termes budgétaires suscitent certaines inquiétudes: faiblesse des taux de natalité, vieillissement des populations, pauvreté des familles, effets de la crise économique et financière. Les politiques familiales doivent tenir compte de la structure actuelle des familles, passablement éloignée du modèle familial traditionnel.

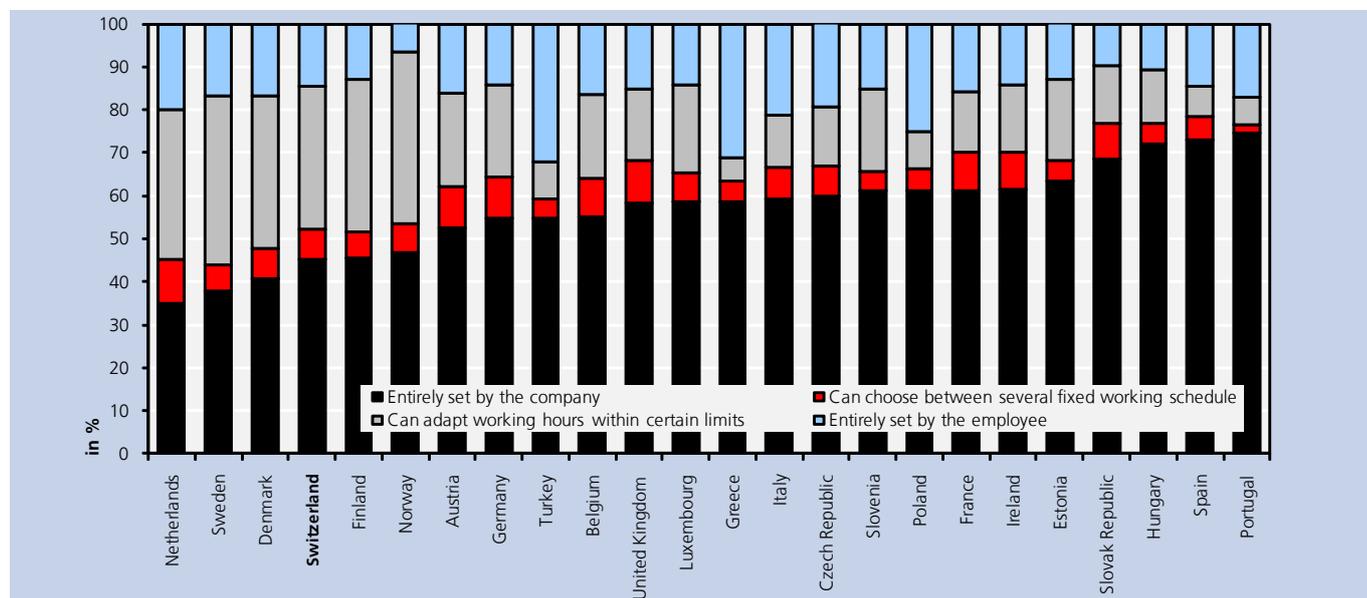
La publication de l'OCDE «Assurer le bien-être des familles» s'interroge sur les moyens de donner aux familles une plus grande liberté de choix dans leurs décisions professionnelles et familiales. Comment aider par exemple les parents à avoir le nombre d'enfants qu'ils souhaitent? Ou quels sont les effets des dispositifs de congé parental sur l'offre de main d'œuvre féminine et sur le bien-être des en-

fants? Les frais de garde d'enfants sont-ils un frein à l'emploi parental et comment la flexibilité au travail peut-elle le favoriser? Autant de questions reposant sur l'idée qu'en soutenant efficacement les familles et les enfants vulnérables, il y a tout lieu de penser que l'on évitera des conséquences néfastes et coûteuses pour l'avenir. Des services aux familles mieux coordonnés permettent de générer des économies tout en généralisant l'accès aux services dont une famille aurait besoin. Des taux d'activité accrus des parents contribuent également à la croissance économique et renforcent la viabilité financière des régimes de protection sociale face au vieillissement de la population.

En Suisse, le financement public accordé aux familles est nettement en dessous de la moyenne des pays OCDE (2.23% du PIB en moyenne; 1.4% pour la Suisse). Cela est en partie compensé par une gestion globalement flexible des horaires de travail et du taux d'occupation, un atout incontestable pour les familles: en Europe, un tiers des employés sont consultés dans l'élaboration de leur horaire de travail, tandis que plus de la moitié l'est en Suisse (voir graphique).

> Table des matières

Proportion of employees having working time set, 2009



## 05. Des seniors qui coûtent cher

### «Besoin d'aide? La prestation de services et le financement de la dépendance»

Les frais liés aux soins apportés aux personnes âgées vont au moins doubler d'ici à 2050. L'augmentation de l'espérance de vie, des liens familiaux moins intenses, ainsi qu'une plus grande intégration des femmes dans le monde du travail pourraient engendrer une insuffisance des capacités des soins au cours des prochaines décennies. L'OCDE se penche sur la problématique dans une nouvelle publication intitulée «Besoin d'aide? La prestation de services et le financement de la dépendance».

En Suisse, le pourcentage de personnes âgées de plus de 65 ans se situe à 17.3%, soit à un niveau plus élevé que les 15% en moyenne au sein de l'OCDE. Environ 1.8% du PIB de la Suisse sont consacrés à la couverture des frais à long terme encourus par les personnes âgées dans des établissements de soins. 0.3% du PIB sont dédiés aux soins à domicile. La Suisse dépense davantage pour couvrir ces services que la moyenne des pays membres de l'OCDE (voir graphique).

L'OCDE considère que face aux tendances démographiques qui ont été identifiées, il est nécessaire de prendre des mesures durables. Une simple adaptation de la politique des soins ne suffira pas. Les domaines suivants doivent être approfondis:

1. Soutien aux personnes qui soignent des parents ou des amis: les points importants sont la compensation financière, les modèles de travail flexibles, le soutien et la formation psychologiques.

2. Fournir un cadre aux soins institutionnalisés dans les pays de l'OCDE: la composante familiale des soins aux personnes âgées est importante, mais cette aide informelle connaît des limites, en particulier dans les cas où des soins lourds sont nécessaires. 67% des soins de longue durée sont prodigués à la maison, dont 62% tombent dans la catégorie des soins institutionnalisés.

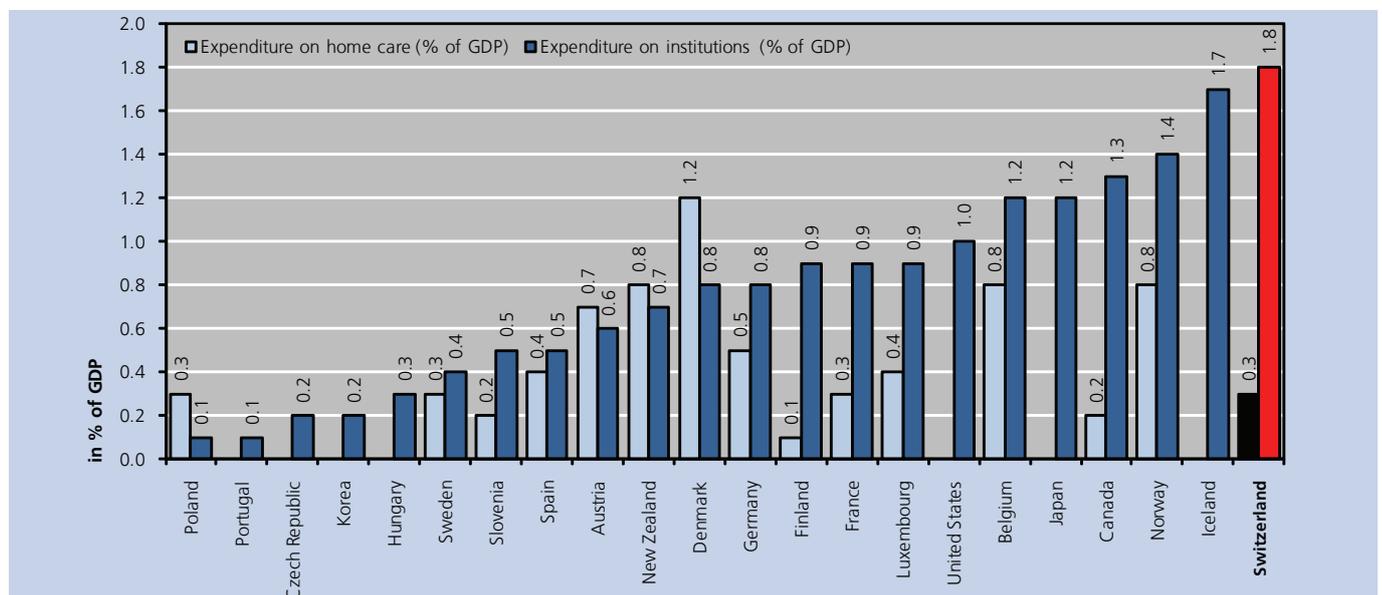
3. Un droit aux soins de longue durée qui doit être universel, mais également ciblé: indépendamment de la situation sociale, le droit aux soins existe. Les subsides devraient être quant à eux fixés selon le degré de besoin.

4. Accroître l'attrait de la profession d'infirmier en gériatrie: l'OCDE considère que les besoins en personnel assurant les soins de longue durée vont doubler d'ici à 2050. Les fluctuations au sein de la profession sont considérables dans beaucoup de pays, car les conditions de salaire et de travail sont souvent peu attractives.

5. Vérifier et améliorer la qualité et la productivité des soins de longue durée. Deux mesures en particulier sont considérées comme efficaces: des soins à domicile assurés le plus longtemps possible et des coordinateurs qui font appel à différents prestataires de services. Les questions éthiques concernant la qualité et la productivité des soins de longue durée ne sont pas traitées de façon centrale dans l'étude.

> Table des matières

#### Spending on LTC in institutions is higher than spending at home in OECD countries



## 06. L'Afrique et ses partenaires émergents «Perspectives économiques en Afrique 2011»

Les «*Perspectives économiques en Afrique*» sont devenues une référence en ce qui concerne l'évolution de l'économie africaine, réjouissante depuis quelques années. La croissance moyenne sur le continent a été de pratiquement 6% entre 2001 et 2008. L'Afrique a également fait preuve d'une remarquable résistance au choc de la grave crise économique qui a frappé le monde en 2008/09.

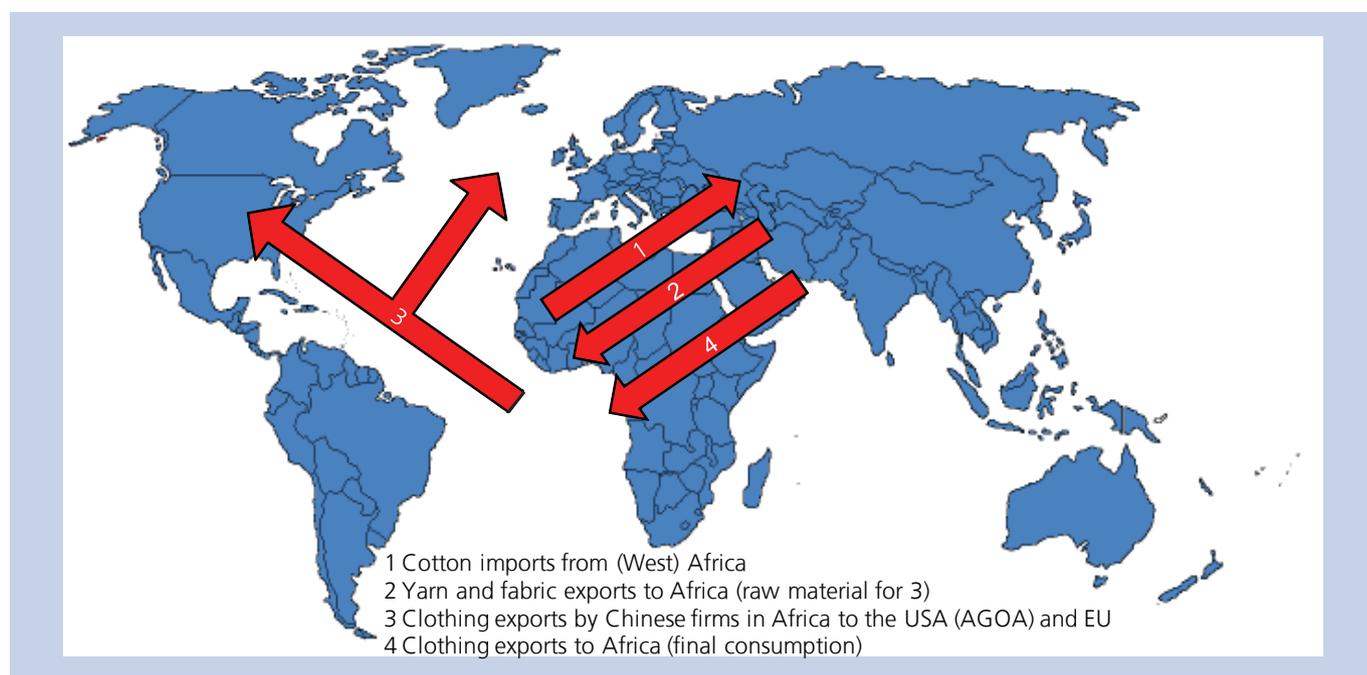
Le thème spécial qui est traité cette année est celui de «l'Afrique et ses partenaires émergents». Pour illustrer l'évolution significative qui s'est produite durant les dix dernières années, nous présentons ici l'exemple du commerce textile entre l'Afrique et la Chine (voir également le graphique ci-dessous).

La production industrielle africaine a plus ou moins doublé au cours de ces dix dernières années. Les produits fabriqués sont de plus en plus exportés vers les économies émergentes. En 2000, l'Afrique en exportait 3.4% vers la Chine et 14.8% vers d'autres pays émergents. En 2009, ces parts respectives avaient atteint 11.3% et 22.7%, essentiellement au détriment de la part dirigée vers l'UE et dans une moindre mesure, vers les USA.

Mais les différentiels de productivité entre pays africains et puissances émergentes peuvent retarder la diversification des biens commercialisables. Alors que les consommateurs africains bénéficient d'importations bon marché de biens de consommation et de vêtements en provenance des pays émergents, l'intégration des économies africaines aux chaînes de valeur mondiales pourrait contribuer à ce que les entreprises africaines restent confinées aux échelons les plus bas des processus de fabrication. Le nouveau commerce textile triangulaire est une illustration de ce phénomène. De nombreux pays d'Afrique occidentale exportent du coton brut vers la Chine, gros producteur de coton devenu importateur net à long terme (flux 1). Le fil et le tissu sont renvoyés essentiellement en Afrique australe (flux 2) en tant qu'intrants pour la fabrication à basse technologie de vêtements, dans des entreprises en mains chinoises, lesquelles exportent avant tout vers le marché américain (flux 3). Le flux 4 représente l'importation par l'ensemble du continent de vêtements bon marché venant de Chine.

> Table des matières

### The new Chinese triangular trade in textiles



## 07. Agriculture: des prix élevés

### «Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2011-2020»

Selon toutes prévisions, les prix des matières premières agricoles ont atteint leurs valeurs maximales pour 2010 et 2011 (voir graphique) et devraient se contracter. Ils devraient néanmoins rester plus élevés au cours de la prochaine décennie que par le passé. Telle est l'hypothèse des «*Perspectives agricoles*», rédigées par l'OCDE en collaboration avec la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture). Les prix avaient augmenté de manière forte et rapide en août 2010, par suite de stocks faibles et d'une croissance renouvelée dans les pays émergents. Il n'est pas possible de confirmer, d'un point de vue scientifique, le rôle des «spéculateurs». En 2006 déjà, les fluctuations de prix avaient augmenté, de même que le niveau général des prix. Le thème de la volatilité des prix des marchés agraires est devenu d'ailleurs l'une des priorités de la présidence française du G20.

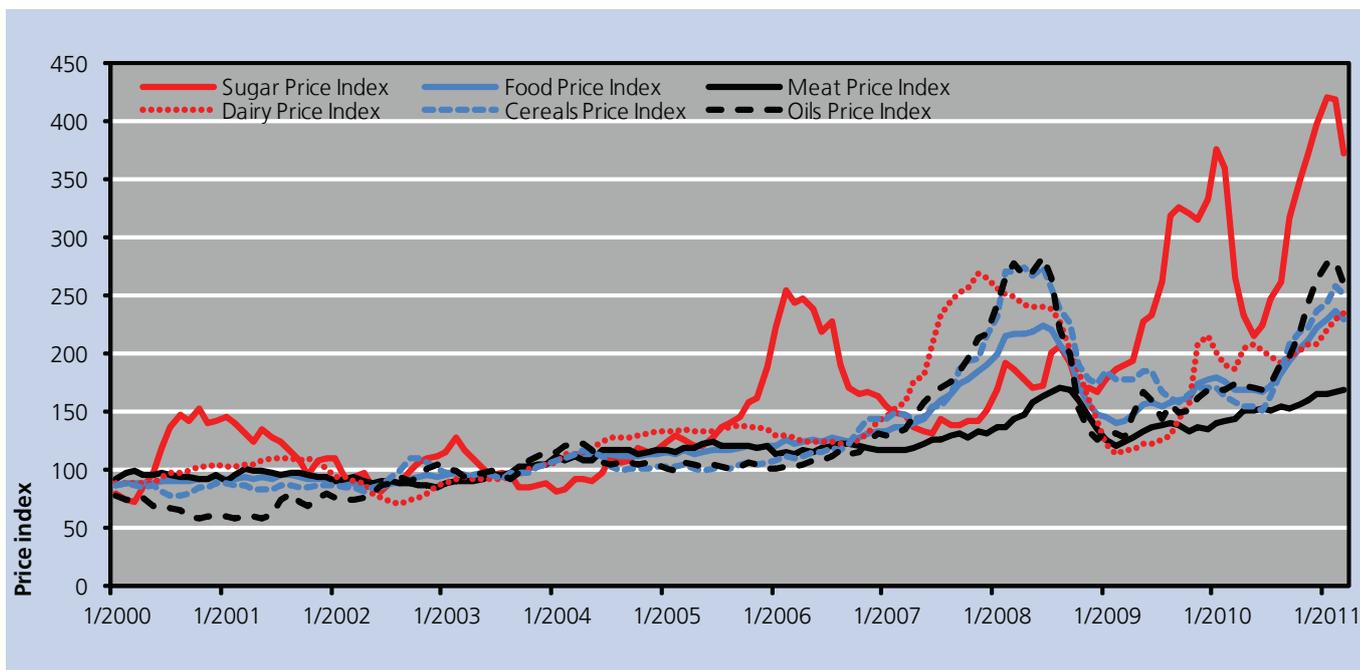
L'OCDE estime qu'un certain nombre d'années devront s'écouler avant que l'équilibre soit rétabli et que des stocks plus importants soient disponibles. La volatilité des prix persistera donc encore quelques temps. La croissance démographique dans de nombreux pays, des revenus à la hausse et par conséquent une meilleure alimentation

(surtout davantage de viande) engendrent finalement des prix plus élevés des denrées alimentaires. Parallèlement, la pression sur les ressources en eau et en terre allant en augmentant, elle contribue encore à la hausse des prix. Des prix agraires plus élevés constituent toutefois aussi un signal positif pour les producteurs et les investisseurs, surtout dans les pays en développement et émergents, pour autant que les incitations ne soient pas faussées par la politique (restrictions aux exportations).

A l'avenir, une part croissante des produits agraires seront utilisés en tant que carburant biologique. Jusqu'en 2012, 13% des cultures céréalières (global coarse grain), 15% de l'huile végétale et 30% des cannes à sucre seront utilisées comme carburant biologique. Selon les incitations politiques et la région géographique, cette part peut être produite en plus et générer des revenus additionnels, ou alors elle empiète sur la production de denrées alimentaires. Il est donc d'autant plus essentiel que les échanges internationaux de matières premières agricoles soient libres de restrictions.

> Table des matières

#### Commodity price variability has increased since 2006

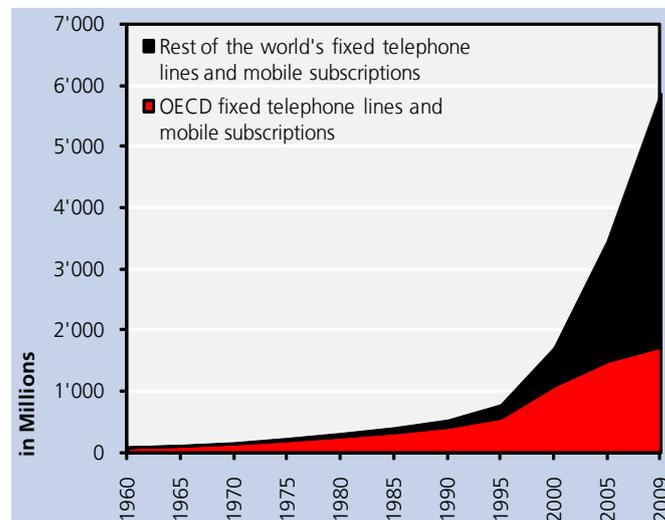


## 08. Communications: du luxe à l'ubiquité «OECD Communications Outlook 2011»

La dernière livraison de la publication bisannuelle des «*Perspectives des communications*» constate que le secteur des télécommunications a relativement bien résisté à la dernière crise: les revenus des télécommunications ont reculé de 5.1% en 2009 par rapport à l'année précédente et ont à peu près retrouvé leur niveau de 2007. Les technologies de la communication ainsi que l'accès à Internet, notamment à travers les réseaux à large bande, sont de plus en plus perçus comme un facteur critique au niveau du développement économique et social. A ce sujet, le développement de la téléphonie mobile a représenté une véritable révolution, mouvement qui est résumé par le slogan «From Luxury to Ubiquity»: alors que dans les années 60 les 84 millions de téléphones recensés dans les pays de l'OCDE représentaient 93% du total au niveau mondial, on compte aujourd'hui 1.7 milliards de téléphones dans les pays OCDE, contre 4.1 milliards dans le reste du monde!

Si ces marchés sont largement saturés dans les pays de l'OCDE, zone dans laquelle le taux de pénétration de la téléphonie mobile a dépassé 100%, la qualité des infrastructures et la rapidité d'accès aux services Internet notamment peuvent jouer un rôle crucial en termes de compétitivité. Lorsqu'on prend comme indicateur l'accès des ménages aux services à large bande (voir graphique ci-dessous), on s'aperçoit que les pays du Nord de l'Europe occupent les premières places. La Corée, qui a mis en

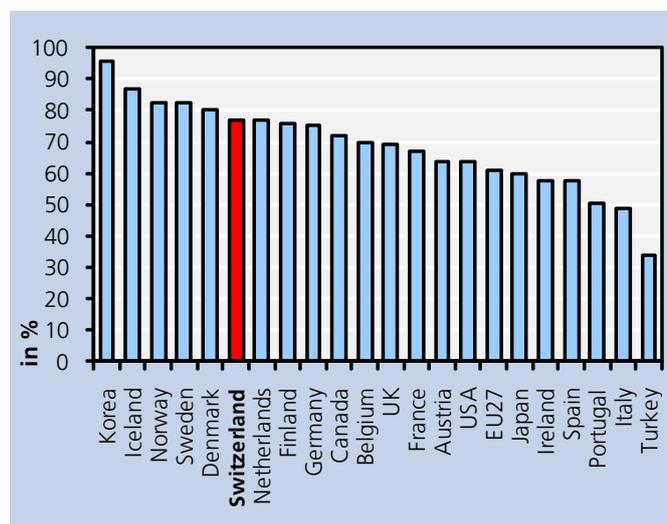
### OECD and rest of the world's telephone access



œuvre une politique volontariste et a consenti de très gros efforts dans ce domaine, occupe toutefois le premier rang. La Suisse se place très bien au sixième rang, surtout grâce à une pénétration très forte de l'accès par câble, tandis que nous sommes dans le milieu du peloton lorsqu'on ne mesure que l'accès mobile.

> Table des matières

### Households with broadband access, 2010 or latest available year



## 09. Autres publications

«OECD Economic Surveys: Iceland 2011»

Paris, 28 juin 2011

«Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2011 Numéro 1»

Paris, 29 juin 2011

«Entrepreneurship at a Glance 2011»

Paris, 6 juillet 2011

«Code de l'OCDE de la libération des mouvements de capitaux»

Paris, 6 juillet 2011

## 10. Calendrier OCDE

G20 - Réunion des Ministres des Finances et des Ministres du Développement

Washington D.C., USA, 23 septembre 2011

G20 - Réunion ministérielle «Travail et emploi»

Paris, 25-27 septembre 2011

G20 - Réunion ministérielle «Finances»

Paris, 14-15 octobre 2011

Pas de réunions importantes au niveau de l'OCDE annoncées jusqu'à fin septembre